

Accord interprofessionnel
INDEMNISATION DU CHÔMAGE PARTIEL
(RÉUNION)

ACCORD DU 16 DÉCEMBRE 2008
RELATIF À L'INDEMNISATION DU CHÔMAGE PARTIEL
NOR : ASET0950213M

Entre :

Le MEDEF Réunion ;

La CGPME Réunion,

D'une part, et

La CGTR ;

La CFDT ;

La CFTC ;

La CGT-FO ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux conviennent d'aligner de plein droit les dispositions de l'accord ci-dessous sur celles qui seront en vigueur et fixées par voie réglementaire en France métropolitaine, au moment de l'activation de la mesure.

Article 1^{er}

Cas de recours

Sont susceptibles d'ouvrir droit à l'indemnisation de chômage partiel, dans les conditions définies par le présent accord, les réductions d'horaires ou suspensions temporaires d'activité en raison de la conjoncture économique, de difficultés d'approvisionnement en matières premières ou en énergie, d'un sinistre ou d'intempéries à caractère exceptionnel, d'une transformation, restructuration ou modernisation de l'entreprise, ou de toute autre circonstance à caractère exceptionnel, appréciée au cas par cas.

Dans le cas de suspension totale du contrat de travail pour les motifs invoqués ci-dessus, les salariés dont le contrat de travail aura été suspendu pourront bénéficier des allocations de chômage partiel dans les conditions prévues par le présent accord, pour la période correspondant aux 2 premières quinzaines de suspension du contrat de travail.

Au-delà de 4 semaines consécutives de chômage partiel total, les salariés sont considérés comme privés d'emploi et relèvent du régime d'assurance chômage, alors même que le contrat n'est pas rompu.

Article 2

Durée de prise en charge

Le contingent d'heures indemnisables par année civile est de 600 heures par an et par salarié, ou toute autre durée plus favorable fixée par accord national, quelle que soit la branche professionnelle. Cette limite ne peut être dépassée que dans les cas exceptionnels résultant de la situation particulière de l'entreprise.

Au sein de ce contingent, il existe un contingent spécifique de 100 heures dédiées aux travaux de modernisation, de transformation et de restructuration.

Lorsqu'une demande de dépassement de contingent, formulée par l'entreprise auprès de la direction du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, est inférieure ou égale à 170 heures, cette demande est instruite et fait l'objet d'une décision au niveau local. Au-delà de 170 heures, elle fait l'objet d'une décision conjointe du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé du budget.

Article 3

Catégories de salariés concernés ou exclus du dispositif

1. Peuvent bénéficier du présent accord les salariés répondant aux conditions suivantes :

- n'avoir pas refusé un travail de remplacement comportant une rémunération équivalente offerte par l'entreprise et n'avoir pas refusé d'accomplir, dans le délai de 1 an à compter de la dernière période de chômage partiel, les heures de récupération décidées par l'entreprise dans le cadre de la réglementation ;
- avoir été rémunéré suivant un horaire moyen inférieur à la durée légale du travail, apprécié dans le cadre de la réglementation légale sur le chômage partiel en vigueur.

2. Sont exclus du dispositif, aux termes des dispositions du code du travail :

- les salariés travaillant moins de 18 heures par semaine ;
- les salariés dont le chômage est provoqué par une grève dans l'établissement qui les emploie ;
- les chômeurs saisonniers, sauf si leur état de chômage a un caractère exceptionnel à l'époque de l'année où il se produit ;
- en cas de chômage total, les salariés dont la suspension d'activité se prolonge pendant plus de 4 semaines ;

- les cadres rémunérés selon une convention au forfait annuel en jours ou en heures, sauf en cas de fermeture de l'établissement.

Article 4

Calcul de l'indemnisation

Sous réserve de dispositions conventionnelles étendues plus favorables, les indemnités instituées par le présent accord ont un caractère complémentaire du régime légal d'indemnisation, tel qu'il résulte des textes en vigueur à la date de signature du présent texte.

Chaque heure indemnisable au titre du présent accord donne lieu au versement par l'entreprise d'une indemnité horaire égale à 50 % de la rémunération horaire brute, diminuée, le cas échéant, du montant de l'allocation publique de chômage partiel.

Cette indemnité horaire ne peut être inférieure à un taux minimum fixé à ce jour à 4,42 €, duquel sera déduit, le cas échéant, le montant de l'allocation publique de chômage partiel.

Cette indemnité minimale est réduite en ce qui concerne les jeunes travailleurs des taux d'abattement fixés, en matière de salaire, par les conventions collectives, sous réserve qu'ils soient effectivement utilisés pour le calcul du salaire des intéressés. En outre, ces taux d'abattement ne sauraient être supérieurs à ceux qui sont applicables au salaire minimum interprofessionnel de croissance.

Seules les heures prises en charge au titre de l'indemnisation légale et répondant aux conditions fixées par le présent accord ouvriront droit aux allocations horaires prévues ci-dessus.

Article 5

Limite de l'indemnité

Le montant cumulé de l'indemnité versée au titre du présent accord et de l'allocation légale de chômage partiel ne devra pas dépasser le salaire horaire moyen net de l'intéressé, calculé sur les 2 dernières périodes normales de paie.

Article 6

Date de versement de l'indemnité

Les indemnités de chômage partiel sont versées à la date normale de paie.

Article 7

Durée de l'accord. – Dénonciation

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il pourra être dénoncé avec un préavis de 6 mois.

En cas de dénonciation, les parties signataires s'engagent à se rencontrer dans un délai ne dépassant pas 2 mois à compter du jour de dénonciation pour examiner la possibilité de conclure un nouvel accord.

Article 8

Date et champ d'application

Le présent accord s'applique à la date de signature, et concerne toutes les entreprises relevant du champ de compétence du MEDEF Réunion et de la CGPME Réunion.

Article 9

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord.

Fait à Saint-Denis, le 16 décembre 2008.

(Suivent les signatures.)